

# Concours : Plus de 3000 professeurs manquants à la rentrée

*Pour la première fois, ce sont plus de 3000 postes mis aux concours qui ne sont pas pourvus. Aux 1700 postes restés vacants dans le 1er degré, on peut ajouter environ 1500 postes dans le second degré. Cette situation sans précédent n'est pas arrivée par hasard. Elle interroge la politique suivie par le ministère pour la fonction publique. Elle aura des conséquences à la rentrée : Pap Ndiaye devra t-il réduire l'offre éducative ?*

## 1305 postes vacants au Capes externe



Avec la publication des derniers résultats du Capes externe, le principal concours de recrutement de professeurs du 2d degré, on sait que 9 disciplines sont en déficit cette année, soit nettement plus que les années précédentes.

En maths on compte 557 admis pour 1035 postes : un poste sur deux demeure vacant. En lettres modernes, il n'y a que 598 admis pour 755 postes : 157 enseignants manquent à l'appel. On peut y ajouter les professeurs de lettres classiques : ils sont 55 admis pour 134 postes : plus de 200 professeurs de lettres manqueront à la rentrée.

Pour les langues vivantes, si l'espagnol a fait le plein (324 postes), il n'y a que 675 professeurs d'anglais pour 781 postes et 60 professeurs d'allemand pour 215 postes. Le

déficit touche plus de 250 professeurs de langues. Il manquera aussi 216 professeurs de physique chimie (209 admis pour 425 postes), 19 professeurs de SES (102 admis pour 212 postes), 90 professeurs d'éducation musicale (37 admis pour 127 postes), 5 professeurs documentalistes (115 pour 120).

Les seules disciplines à avoir fait le plein sont les arts plastiques, l'espagnol, l'histoire-géographie, la philosophie, Numérique informatique et les SVT. On voit que ces disciplines sont variées, parfois dans des branches recherchées, ce qui interroge.

Mais globalement 1305 postes mis au capes externe ne sont pas pourvus soit un poste sur quatre. En 2021 seulement 234 postes étaient restés vacants en Allemand, maths et lettres classiques soit 4% des postes mis au concours.

A ces postes vacants du capes externe on peut ajouter ceux des concours de professeur de lycée professionnel : il manque 34 professeurs de lettres histoire, 124 de biotechnologies, 19 en génie mécanique, 20 en génie civil, 2 en lettres - allemand. On attend encore les résultats en maths - physique chimie.

### **Plus de 1700 dans le premier degré**

A côté de ces professeurs manquants du second degré il ne faut pas oublier ceux du premier degré. Sur les trois académies franciliennes, 1728 postes sont restés vacants. On compte aussi quelques dizaines de postes restés sans titulaire dans d'autres académies. Au total ce sont plus de 3000 professeurs qui vont manquer à la rentrée.

### **Plus de 2000 départs volontaires**

Or l'Education nationale doit aussi faire face à un autre problème qui est la hausse des départs volontaires d'enseignants. Ils n'étaient que 560 en 2010-2011, essentiellement des stagiaires. Ils sont 2286 en 2020-2021. Leur nombre a doublé depuis l'arrivée au ministère de JM Blanquer. Si on n'a pas encore les chiffres de 2021-2022, de nombreux indices donnent à penser qu'ils seront encore plus nombreux cette année, particulièrement chez les enseignants expérimentés.

### **"Auto-sabotage" de l'Education nationale**

Les facteurs de cette crise sans précédent sont connus. Le ministère plaide la faute technique. La formule "auto-sabotage" vient du Se-Unsa. La réforme de la formation des enseignants a déplacé cette année le concours de M1 en M2 (2ème année de master) ce

qui a asséché le vivier de candidats. Cette situation était prévisible et probablement prévue. Pour autant elle n'a pas été anticipée. Et le ministère a inscrit à son budget 2022 des créations de postes qu'il savait être fictives.

Mais il y a des raisons plus fondamentales. Depuis 2018 on assiste à un recul régulier du nombre de candidats aux concours de l'enseignement. Le ministère garde secret le nombre de candidats en 2022. Mais on sait qu'ils étaient 33 490 en 2019 contre 30 494 en 2021 pour le seul capes externe.

Ce recul est lié à la baisse du nombre de postes proposés depuis 2017. Les étudiants ont vu cette évolution et se sont détournés d'un débouché moins sûr. En 2017 l'Education nationale proposait 7315 postes au capes externe contre 5225 en 2022.

Ils ont d'autant moins évité de le faire que la réalité des rémunérations enseignantes est connue. Les nouveaux enseignants entrent dans le métier à bac +5 avec 1.1 fois le Smic. C'est la réalité de la "revalorisation" sans cesse annoncée par JM Blanquer. En même temps que le salaire fondait (et il vient à nouveau de le faire avec une baisse réelle de 1.5% par rapport à l'inflation avec la très récente augmentation du point FP), le ministère diminuait le revenu des futurs enseignants. Avec la réforme de la formation, la seconde année de master n'est plus liée à un salaire de fonctionnaire. Durant cette 2<sup>e</sup> année, les futurs enseignants sont maintenant des étudiants avec la possibilité de stages rémunérés. Le métier était déjà devenu d'accès difficile avec la masterisation. La réforme Blanquer l'a rendu encore davantage inaccessible.

### **Une politique délibérée**

Il faut s'interroger sur les raisons de la non anticipation de cette situation. Le ministère sait prévoir ce genre d'évolution et aurait pu anticiper les recrutements pour se donner de la marge ou prévoir des concours supplémentaires. Il n'en a rien fait. Et ce n'est probablement pas le fruit du hasard. Le ministère est régulièrement invité par la Cour des Comptes et les rapporteurs du budget de l'éducation nationale à anticiper sur la baisse attendue des effectifs d'élèves. Le ministère semble avoir privilégié un management à long terme des postes. Du coup il y aura bien moins de titulaires en 2022 qu'en 2021.

Comment ne pas faire le lien entre cette politique et les choix de management du gouvernement tels qu'ils existent dans la loi de transformation de la fonction publique. Celle-ci favorise la contractualisation comme moyen d'embauche pour tous les agents de l'Etat. Cela participe de la privatisation de l'Ecole. Ces contractuels sont passés de 8 à

14% dans le second degré en 10 ans. On a donc à l'origine de cette crise une véritable politique. A court terme la volonté de ne pas embaucher des fonctionnaire qui risqueraient à la fin du quinquennat d'être en sur effectif. A long terme la volonté de remplacer les fonctionnaires par des contractuels à tous les niveaux.

### **Quelles conséquences ?**

Alors que le ministère n'a semble t-il toujours pas solidifié tous les contrats des non titulaires embauchés cette année, il est supposé en recruter pas 10% de plus pour la rentrée mais 20% (il y a 36 991 non titulaires dans les deux degrés).

La difficulté est accrue par la concentration géographique et disciplinaire. Dans le premier degré, la quasi totalité des postes vacants concerne deux académies déjà traditionnellement déficitaires. Dans le second degré l'essentiel des postes restés vides concerne seulement 5 disciplines. Où trouver cet été 500 professeurs de maths supplémentaires, 200 de physique chimie, presque 200 en lettres ou en allemand ? On a bien compris que ces nouveaux embauchés seront envoyés en classe quasiment sans formation. Combien resteront au bout de quelques semaines générant une nouvelle vague d'embauches ?

Clairement, quelle que soit la situation sanitaire (qui aurait du inviter à la prudence), il ne sera possible de mettre un professeur dans chaque classe qu'en diminuant l'offre éducative. Dans le premier degré il faudra probablement fermer des classes. Ce qui est aussi à craindre c'est la concentration de contractuels peu ou pas formés dans les écoles les plus difficiles, les académies de Versailles et Créteil étant particulièrement riches en écoles Rep et Rep+. Dans le second degré, il faudra probablement diminuer l'offre de spécialités. Déjà le ministère a communiqué si tardivement sur l'offre facultative de maths dans le tronc commun que le nombre d'élèves informés à temps est faible.

Pap Ndiaye n'est pour rien dans cette situation. Il promet qu'il y aura un professeur devant chaque classe à la rentrée. Mais on ne voit pas les mesures qui marqueraient un changement de politique et pourraient permettre ce tour de force.

**François Jarraud**

